

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CNR Jeunesse : Tout ça pour ça ?

Publié le 20 juin 2023

Le 10 décembre 2022, le Conseil National de la Refondation (CNR) Jeunesse a été lancé par Elisabeth Borne avec l'ambition de "faire émerger des solutions concrètes pour rendre la jeunesse plus confiante en l'avenir". Il s'inscrit dans la démarche plus large du CNR, initiée en septembre dernier par le président de la République pour proposer "une nouvelle méthode" de concertation. Nos organisations avaient alors fait le choix d'y participer avec prudence, espérant y trouver un cadre pour co-construire des politiques jeunesse ambitieuses.

Si nous saluons la volonté d'intégrer les jeunes à la construction des politiques qui les concernent, nous regrettons que le CNR jeunesse n'aboutisse qu'à un ensemble de dispositifs incohérents, loin de poser un véritable cadre de concertation.

Un empilement de dispositifs plutôt qu'une politique cohérente

Plusieurs problèmes viennent dévoyer le résultat de ce CNR. D'abord, l'impossibilité, dès les prémices du processus, de discuter librement de mesures structurelles et transversales, nous menant vers une succession de mesures symboliques et anecdotiques. Ce refus semble principalement dû au manque de moyens financiers alloués au CNR jeunesse, qui n'ont jamais été à la hauteur des ambitions affichées. Ce constat est renforcé par le manque de garanties sur les débouchés politiques du CNR. Dès lors, comment discuter de propositions garantissant des conditions d'existence et d'émancipation dignes ? Nous affirmons, on ne peut construire un plan jeunesse sans identifier les problèmes auxquels font face les jeunes et sans proposer de mesures structurelles avec les moyens financiers adéquats pour y répondre.

Une "nouvelle méthode" aux contours bien trop flous

Ce qui devait être une nouvelle méthode de concertation s'est révélé être un dispositif au déroulé imprévisible. D'abord, une liste de participant.e.s qui ne comprend pas l'ensemble des acteurs concernés (institutions publiques, collectivités territoriales, organisations de jeunesse, etc.) et sans cesse changeante, a compliqué le travail collectif et la concertation. Nous nous interrogeons également sur la participation d'entrepreneur.euse.s et d'entreprises privées au sein des échanges et des délibérations. Sans cadre clair pour s'assurer que ces entreprises n'ont pas d'intérêts particuliers dans les propositions défendues, cette présence pose question.

Ensuite l'absence d'un calendrier défini à l'avance permettant d'organiser le travail. Enfin, nous notons le manque d'un réel processus de prise de décision démocratique, conséquence d'un manque d'ambition politique clair et défini.

Alors que des institutions existantes comme le Comité d'Orientation des politiques Jeunesse (COJ) et le CESE produisent déjà un travail conséquent avec une méthode exigeante, le manque de rigueur du CNR Jeunesse nous interroge car il ne nous semble pas être le véhicule d'une co-construction des politiques avec les jeunes et leurs organisations.

Nos organisations, représentant des centaines de milliers de jeunes, attendent des engagements interministériels clairs prenant au sérieux les problèmes qu'ils et elles rencontrent. Cela pourrait notamment être mis en œuvre par la création d'un Comité Interministériel aux Jeunesses, suivant et coordonnant la mise en place de propositions réellement ambitieuses, en articulation avec des espaces existants comme le COJ.

Contacts presse :

alexandra.thieyre@cnajep.asso.fr ou audrey.baudeau@cnajep.asso.fr

06 40 87 21 91

06 77 14 75 96